

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
11 février 2004
Français
Original: anglais

**Lettre datée du 11 février 2004, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent
du Portugal auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une lettre datée du 2 février 2004, concernant Timor-Leste, adressée au Secrétaire général par Jorge Sampaio, Président de la République portugaise.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer la présente lettre et son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent du Portugal
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) Gonçalo **Santa-Clara Gomes**



Annexe à la lettre datée du 11 février 2004, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent du Portugal auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je vous écris relativement à Timor-Leste, dont nous avons eu l'occasion de nous entretenir à plusieurs reprises ces dernières années, avant comme après son accession à l'indépendance. Je me souviens tout particulièrement de notre conversation à New York en septembre dernier, où nous évoquions la présence de l'Organisation des Nations Unies dans le pays.

Timor-Leste a été un succès retentissant pour l'Organisation. L'oeuvre qu'elle y a entreprise ces dernières années, tout comme votre propre attachement au sort de ce pays, mérite nos louanges à tous. Mais à ce qu'il me semble, notre oeuvre collective n'est pas achevée.

Malgré les progrès remarquables obtenus par le pays en si peu de temps, il faudra encore un engagement et un appui substantiels de la communauté internationale pour assurer la stabilité et la sécurité dans ce nouvel État.

Nous partageons l'opinion du Gouvernement timorais sur ses propres limites face à ses problèmes de sécurité intérieure et extérieure. Les dirigeants politiques timorais ont appelé mon attention sur ce fait, qui a été signalé à Dili à la récente mission d'évaluation des Nations Unies. Il semble bien que les menaces qui pèsent sur la stabilité intérieure de Timor-Leste doivent subsister au-delà de mai 2004, et nous savons parfaitement que les forces de défense et de sécurité timoraises, encore fort vulnérables, ne sont pas en mesure de réagir efficacement à des troubles de quelque ampleur. Notre sentiment est que même un élément déstabilisant de faible niveau pourrait avoir un impact et des conséquences notables sur la stabilité du pays.

Nous estimons important à cet égard que la communauté internationale, et particulièrement le Conseil de sécurité, maintiennent leur intérêt et leur engagement dans le pays, assurant la continuité nécessaire jusqu'à ce que Timor-Leste puisse faire face par lui-même à ces menaces.

Cela étant, le Gouvernement portugais et moi-même préconisons énergiquement le maintien d'une force militaire au sein de la présence des Nations Unies au Timor-Leste une fois achevée la Mission d'appui des Nations Unies au Timor oriental. De même que les autorités timoraises, nous sommes convaincus qu'il faudra encore un bataillon international pour maintenir la force dissuasive au niveau voulu. Nous serions disposés à participer à cet effort collectif.

Je suis certain que si vous vous exprimiez en faveur de l'inclusion d'une composante militaire dans la présence future des Nations Unies au Timor-Leste, cette opinion aurait tout son poids auprès des membres du Conseil de sécurité.